

La situation en Espagne par rapport au Plan Hydrologique national et les transferts de l'eau

ERN, 25 mai 2008, Rédaction Valérie Valette

Approvisionnement en eau de Barcelone : des solutions extrêmes et précipitées remettent en cause la politique de l'eau en Espagne

La Catalogne était depuis février dernier en phase d' « exceptionnalité niveau II » (restrictions de l'usage de l'eau potable pour l'arrosage et le remplissage des piscines) déclenchée lorsque la réserve d'eau contenue par les barrages n'est plus que de 165 hm³. Les barrages du système Ter-Llobregat et des bassins internes atteignaient également environ 20% de leur capacité (à partir de 15%, l'eau n'est plus potable). Mais le 12 mai, on constatait que les fortes pluies tombées récemment ont rempli à nouveau les retenues, leur permettant de dépasser la limite d' « exceptionnalité II » avec 170,75 hm³ et cumulant un taux de remplissage à 27.86%.

Néanmoins, les mesures d'urgence prises par le gouvernement espagnol et la Generalitat Catalane sont maintenues. Elles consistent à :

- 1.faire venir des bateaux-citernes de Tarragona (150 kms au sud de Barcelone) et de Marseille pour approvisionner Barcelone,
- 2.réaliser à marche forcée un mini-transfert d'eau de l'Ebre depuis Tarragona vers Barcelone,
- 3.relancer l'idée du transfert d'eau du Rhône à Barcelone,

en attendant la mise en service, fin 2009, de la 1^{ère} usine de dessalinisation pour l'alimentation de Barcelone. Trois usines en tout sont prévues.

1. Le premier bateau-citerne a débarqué le 13 mai en provenance de Tarragona, afin de tester les installations de réception. Les 15 et 19 mai, deux bateaux venant de Marseille sont attendus. A la fin du mois, le système Ter-Llobregat recevra en tout 1 660 000 m³ d'eau mensuellement, soit 6% de la consommation des 5,5 millions d'habitants qui s'alimentent à ce réseau.

La Sté Marseillaise des Eaux fournira chaque mois 551 700m³, par 2 bateaux lors de 17 voyages. La Sté du Canal de Provence fournira mensuellement 442 500 m³ d'eau pré-potable, captée dans le Verdon, par 2 bateaux en 11 voyages.

Le coût du transport par bateaux-citernes est évalué à 22 millions d'euros par mois.

2. Le mini-transfert d'eau de l'Ebre a été approuvé par le Parlement le 29 avril 2008. Il consisterait en une canalisation de 62 kms connectée entre le CAT (Consortium des Eaux de Tarragona) et le système ATLL (Sistema Ter-Llobregat) pour approvisionner Barcelone.

La construction des ouvrages de transvasements des eaux a été confiée à l'UTE (Union Temporaire d'Entreprises) « Conduccion CAT-ATLL », détenue majoritairement à 20% par la Sté AGBAR (Société Générale des Eaux de Barcelone). Le montant des ouvrages s'élèverait à 164 millions d'euros, plus 6 millions d'euros pour une autre UTE d'ingénierie qui superviserait les travaux. L'achèvement de l'ouvrage est prévu pour le 15 octobre, soit dans environ 6 mois.

Cette connexion doit éviter les restrictions domestiques de l'automne. Elle serait « réversible », permettant d'approvisionner en sens inverse Tarragona en cas de besoin.

3. L'idée de transférer l'eau du Rhône jusqu'à Barcelone est à nouveau soutenue et réclamée à Madrid par le Parti CiU (Convergencia i Union), opposé au Parti du Président espagnol Zapatero. Ce dernier a cependant accepté de relancer l'idée, bien que lors de sa première élection à la tête du gouvernement central, il ait annulé les grandes lignes du Plan Hydrologique Espagnol de son prédécesseur M. Aznar, qui prévoyait notamment un transfert massif de l'Ebre vers le sud du pays et l'éventualité compensatrice pour la Catalogne d'un transfert d'eau du Rhône. Le gouvernement Catalan, du même parti que M. Zapatero, est par contre opposé à recevoir de l'eau en provenance de France.

La Fondation pour une Nouvelle Culture de l'Eau demande un moratoire sur les ouvrages de transvasements de l'Ebre vers Barcelone et la planification par les municipalités concernées de mesures d'urgence variées et mineures, en rappelant que si cette situation exceptionnelle de sécheresse s'était produite l'année prochaine, le problème actuel d'approvisionnement aurait été résolu par la mise en marche de la première usine de dessalinisation en 2009. La Fondation FNCA regrette que ces solutions précipitées remettent en question la politique de gestion de l'eau, d'une conception avancée et cohérente à la Directive Cadre de l'Eau européenne, que l'Agence de l'Eau de Catalogne menait jusqu'à présent, avec sa collaboration.

Il est navrant de constater qu'aucune anticipation prudente et rationnelle de ces problèmes d'approvisionnement en eau potable, dans une région aussi sensible et urbanisée que celle de Barcelone, n'ait été menée à bien. Le prétexte d'urgence permet de passer outre l'examen de solutions plus adaptées aux enjeux actuels et futurs d'une gestion raisonnée de cette ressource aussi précieuse et vitale. Ces mesures pour une « urgence », d'ailleurs devenue toute relative, confortent l'idée que la « technologie dure » et ses infrastructures lourdes et coûteuses sont la seule réponse aux problèmes de société et d'écologie. Ces mesures encouragent le gaspillage sans limites de l'eau, tout en épuisant à la fois les finances publiques et les écosystèmes aquatiques. Elles représentent, bien entendu, le premier pas vers une gestion de plus en plus marchande et banalisée de quantités massives d'eau, prélevées et transportées loin de leur milieu naturel, avec tous les impacts éco-biologiques que cela implique, tant pour les bassins donneurs que pour les bassins récepteurs.

Le gouvernement espagnol semble vouloir remettre en question sa politique de l'eau et revenir à une « gestion par l'offre », toujours plus abondante quel qu'en soient les moyens et les impacts, malgré une situation écologique globale désastreuse, plutôt que de favoriser une « gestion par la demande », économe et respectueuse à la fois des paramètres humains et environnementaux.

Fin